l'avalanche

Plans "sociaux"

On le voit dans cette page, les licenciements tombent par milliers, vague après vague.
" l'emploi est entré en récession " , ainsi parle Bernard Ernst, directeur du département statistiques de l'UNEDIC. En effet, c'est la première fois depuis 1993 que l'emploi salarié recule, dans ses données officielles, deux trimestres de suite. Et c'est particulièrement le cas dans l'industrie qui perd 20000 emplois chaque trimestre depuis 2002. Les seules industries de biens intermédiaires ont supprimé 15000 postes, dont 6000 dans la métallurgie et la transformation des métaux, selon le ministère du Travail. La barre des 10% de chômeurs officiels est attendue pour la fin de l'année. Il reste que les travailleurs et leurs familles ne peuvent être tenus pour responsables de la faillite d'un système qui les jette à la rue, les licencie pour cause de recherche de profit à tout prix . C'est pourquoi dans ce domaine plus encore que dans tout autre, la clarté s'impose . La seule revendication sérieuse pour défendre le droit au travail : unité des travailleurs et des organisations pour " pas un seul licenciement ! ". Et le reste :
les plans " sociaux " et autres mesures d'accompagnement ne sont que poudre aux yeux .

Aéronautique : **Astrium** (satellites, EADS). 1700 suppressions de postes prévues (outre les 1 600 d'ici à 2005).
Sogerma. 322 postes supprimés à Mérignac en Gironde (syndicats) d'ici à fin 2003.

Agroalimentaire : **Groupe Doux** (volailles). Projet de fermeture de quatre sites, touchant 560 emplois selon la direction, entre 800 et 1 000 selon les syndicats.
Groupe Gastronome (volailles). 290 licenciements à Trémorel (Côtes-d'Armor) et 139 à Grandchamp (Morbihan).
Altadis. Plan de fermeture du site de Lille en 2005, 456 salariés concernés. 701 postes supprimés en France et environ 150 créés.
Yoplait. 315 postes supprimés en France sur 1393 salariés.

Automobile : **Matra automobile** (Lagardère).
Arrêt du site de Romorantin. Plan social pour 945 salariés.
Française de mécanique. Plan de fermeture de la fonderie à Douvrin (Pas-de-Calais), 705 salariés concernés.

BTP : **Muller TP**. Cession de l'usine de Boulay (Moselle) à Sogea-Guintoli (400 emplois repris sur 800).

Chimie : **Atofina**. Près de 300 nouvelles suppressions d'emplois, à la Défense, Mont (PyrénéesAtlantiques) et Balan (Ain).

Construction électrique : **Schneider Electric**. Projet de réduction d'un millier d'emplois.

Défense : **Giat industries**. 3 750 suppressions d'emplois prévues.

Distribution : **Tat Express**. Projet de restructuration concernant 479 emplois (sur 1500).

Industrie manufacturière : **Daum**. En redressement judiciaire. 300 salariés.

Médias : **Canal+**. 305 emplois supprimés, externalisation de 138 autres postes.

Métallurgie/sidérurgie : **Alstom** : 2 184 suppressions d'emplois en France d'ici à 2005, dont Belfort (600), La Courneuve (531) et Saint-Ouen (105).
Metaleurop Nord. Liquidation judiciaire, fonderie de Noyelles-Godault (Pas-de-Calais). 830 salariés au chômage.
Sollac Atlantique (Arcelor). Projet de suppression de 830 emplois à Mardyck (Nord) et Montataire (Oise).
Groupe APM (ex-Valfond). 114 salariés licenciés à Bléré (Indre-et-Loire) et 29 à Laval. 350 menacés par la liquidation de la fonderie d'Argentan (orne), en redressement judiciaire.
Pechiney. Fermeture de l'usine d'Auzat (Ariège, 218 salariés) et suppression d'une cinquantaine d'emplois à Tarascon-sur-Ariège.
Comilog. Fermeture de l'usine de Boulogne-sur-mer, 351 salariés

Pharmacie : **Aventis**. Projet de fermeture du site de Romainville, en Seine-Saint-Denis. 487 emplois concernés (syndicats).

Télécommunications : **Daewoo-Orion**. Liquidation judiciaire de l'usine de Mont-Saint-Martin (Meurthe-et-Moselle), 550 salariés.
Alcatel. 1060 suppressions d'emplois dans la filiale CIT, 280 dans les fibres optiques et câbles sous-marins et fermeture du site de Conflans-Sainte-Honorine (314 salariés).
Solectron-France. Plan social Pour 245 emplois sur le site de Canéjean (Gironde).
Viasystems. 320 suppressions d'emplois à Déville-lès-Rouen.
Marine Télécom. Liquidation judiciaire, 510 salariés licenciés.

Avenir Telecom. Environ 200 emplois pourraient être supprimés à Marseille dans trois filiales (syndicats).
ST Microelectronics. Projet de fermeture du site de Rennes, environ 575 emplois menacés.

Textile : **Mosley-Badin**. Filature basée à Barentin (Seine-Maritime) en liquidation judiciaire (240 salariés sur trois sites).
Jacquernard (Olympia). Plan de suppression de 280 emplois sur 680 à Romilly-sur-Seine (Aube).
Tati. En redressement judiciaire. 1 200 salariés.

Transport : **Air Lib**. Liquidation judiciaire. 3 200 salariés licenciés.
Grimaud Logistique. Liquidation judiciaire de l'entreprise de messagerie (Deux-Sèvres), 1184 salariés licenciés. - (AFP.)

Modifié le lundi 20 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie France

Urgence, pouvoir d’achat et grève générale

Alors qu’il a urgence à augmenter les salaires, bloquer les prix et les loyers, alors qu les crises énergétiques et climatiques explosent, le gouvernement Macron a fait voter au Parlement deux...

« Ces gens-là »

La ministre des collectivités territoriales, issue des Républicains, a eu par le passé des prises de position qui dénonçaient le mariage pour tous en y voyant “un dessei contre la nature”....

Ni le gouvernement ni l'Assemblée ne nous représente !

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » La présidentielle et les législatives en France sont à l'image du chaos politique qui parcourt l'Europe : la...

Répression, maître-mot de la macronie.

La cinquième république est agonisante. Macron et sa clique vont utiliser le dernier outil en leur possession pour sauver ce qui peut l'être : la répression. Les forces de police, dignes... »

Présidentielles, législatives : Non au front unique des appareils !

Ils veulent TOUS sauver la Ve République et museler la classe ouvrière ! Partis politiques et confédérations syndicales sont désormais unis pour laisser Macron gouverner à son aise et mener ses... »

Alain Krivine

La Commune tient à saluer la mémoire d'Alain Krivine, militant ouvrier et dirigeant historique de la LCR et du NPA, qui a marqué la vie politique de ces 60 dernières années. Nous adressons à sa... »